



Trois ans sous les bombes de Bachar al Assad : jusqu'à quand le laissera-t-on faire ?

Rassemblement samedi 15 mars 2014
de 17h00 à 21h00 sur le parvis des droits de l'homme (Trocadéro)

Depuis trois ans les Syriens subissent la terreur d'État, pour avoir osé briser le mur du silence et dire non face à la dictature qui dirige le pays d'une main de fer depuis plus de 44 ans.

En mars 2013 le nombre de victimes avait dépassé les 70.000 morts. Un an après, ce nombre n'a pas cessé de s'accroître en atteignant 140.000 victimes et sans doute davantage, dont plus de 11.000 morts sont des enfants massacrés sous les Barils de TNT. Cette terreur d'État a également causé le déplacement de centaines de milliers de civils syriens, détruisant des quartiers entiers, des villages et des villes sans aucun autre objectif militaire impérieuse autre que de punir la population et de semer la terreur. Les organisations de droits de l'homme et autres organismes internationaux ont signalé, documents à l'appui, que des quartiers habités par des civils ont été entièrement rasés par l'aviation du régime. Ainsi en 2012-2013, des démolitions de grande envergure à l'explosif et au bulldozer n'ont eu d'autre but qu'une volonté punitive contre la population civile. Ces agressions ont causé un « préjudice disproportionné » aux civils, comme l'a constaté Human Rights Watch.

La nature criminelle de ce régime l'a poussé, non seulement à procéder à l'arrestation des militants pacifistes de l'opposition, mais aussi à utiliser à grande échelle la torture comme arme de punition, en recourant à l'exécution arbitraire de nombreux opposants. De même, il n'a pas hésité à larguer des barils de TNT sur les civils, ainsi que des missiles balistiques ou à fragmentation ; de même, il n'a cessé de faire massacrer les gens, enfants, femmes et vieillards par ses snipers ou par arme blanche. Il a également mené, le 21 août 2013, une attaque à l'armement chimique contre ses propres citoyens dans les faubourgs de Damas causant la mort de 1429 personnes, dont 426 enfants, ce qui a mené à la décision 2118 de l'ONU qui stipule sa destruction.

Ce régime n'a pas limité sa répression à l'utilisation des armes contre les civils pour les soumettre, mais il a également utilisé l'assiègement de certains territoires contrôlés par l'ASL (Armée Syrienne Libre), empêchant l'arrivée de l'eau potable, de vivres et d'aide médicale, ce qui a causé des centaines de morts par la famine, comme ce fut le cas à Moadhamiya dans la Ghouta Orientale, à Daraya, à Barzeh, au camp de Yarmouk (assiégé par les forces gouvernementales depuis juillet 2013), à Homs (assiégée depuis plus de 600 jours).

Début février le Conseil de sécurité a été saisi d'un document préparé par l'Australie, la Jordanie et le Luxembourg et soutenu par les Etats-Unis, la Grande-Bretagne et la France. Le document exige, sous forme d'ultimatum et sous la menace de sanctions, des garanties d'accès à l'ensemble de l'aide humanitaire pour la population civile en Syrie. L'ambassadeur de Russie à l'ONU a osé déclarer que ce projet de texte sapait les efforts humanitaires en Syrie. Le 22 février 2014, les membres du Conseil de sécurité ont adopté à l'unanimité la résolution 2139 exigeant du régime syrien qu'il autorise l'accès humanitaire aux populations civiles. Pendant ce temps la majorité de la population civile est privée de l'assistance humanitaire qui pourrait soulager ses souffrances qui durent depuis trois ans déjà.

À l'occasion du 3e anniversaire de la Révolution syrienne, nous appelons les forces démocrates, les partis, les organisations, les associations et mouvements citoyens, et les élus nationaux et territoriaux, ici en France et dans le monde à se rassembler le 15 mars 2014 en solidarité avec la Révolution du peuple syrien pour :

- **Demander l'arrêt immédiat des bombardements des villes et villages par l'aviation gouvernementale.**
- **Appeler au retrait de Syrie de tous les combattants étrangers.**
- **Exiger l'ouverture des passages sécurisés et sans conditions pour l'acheminement des aides humanitaires et médicales notamment la levée immédiate du blocus imposé par les forces armées du régime aux quartiers, villes et villages.**
- **Demander un soutien international qui permette de protéger la population syrienne et d'aider à la réalisation de ces exigences essentielles. Ceux qui se battent pour la chute du régime et pour une Syrie Libre au service du peuple syrien doivent parvenir à réaliser leur projet d'un État de droit démocratique et pluraliste basé sur la liberté l'égalité et la dignité humaine.**

Comité de Coordination de Paris pour le soutien de la Révolution syrienne, Comité de Secours à la Population Syrienne CSPS- France, CODSSY, Déclaration de Damas en France, Souria Houria, Collectif Urgence Solidarité Syrie, Chabab Al Yarmouk-France, Association Alsace-Syrie, Collectif Message to Syria, Inter-collectif de solidarité avec les luttes des peuples du monde arabe (Inter-Co), LDH-Paris 15, MRAP, UJFP, Alwane, Conseil National Kurde en Syrie, CISLD (Comité d'Information pour une Syrie Libre et Démocratique), Forum Palestine Citoyenneté, ATTAC, ADAPS, SOLIDAIRES, SUD Solidaires, Europe Écologie Les Verts (EELV), Le Parti de Gauche, Le Nouveau Parti Anticapitaliste (NPA), Alternative libertaire, le Collectif "Avec la révolution syrienne" (Les Alternatifs, la Fédération Alternative Solidaire et Ecologique, Le Réseau Gauche unitaire, la Gauche Anticapitaliste), Association Egalité Toulouse Mirail, Appel Solidarité Syrie,